

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix- Travail- Patrie

**INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE**



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace- Work- Fatherland

**NATIONAL INSTITUTE
OF STATISTICS**

**TROISIEME ENQUETE CAMEROUNAISE
AUPRES DES MENAGES (ECAM III)**

DOCUMENT DE PROJET

Septembre 2006

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le cadre du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre de son Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le Gouvernement camerounais met progressivement en place un dispositif statistique capable de générer, à travers des opérations statistiques, une batterie d'indicateurs pour la mesure des progrès. Compte tenu de la contrainte des ressources financières, un programme statistique minimum (PSM) dont l'objectif principal est de fournir des indicateurs clés a été adopté. Les indicateurs produits aident le Gouvernement et ses principaux partenaires à suivre la mise en œuvre 1°) du DSRP et des OMD, 2°) du troisième programme économique triennal conclu avec les institutions de Bretton Woods et appuyé par une Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) du FMI, ainsi que 3°) l'initiative PPTE dont la gestion efficiente est au rendez vous.

La révision de la version actuelle du DSRP interviendra au deuxième trimestre 2007. Cette importante activité nécessitera beaucoup d'informations à jour sur les conditions de vie des ménages et plus singulièrement sur le profil de pauvreté.

La réalisation de la 3^{ème} enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM III) dont la périodicité retenue dans le PSM est de cinq ans répond à ces préoccupations. La première ECAM a été réalisée en 1996. Elle avait permis de mesurer l'évolution de la pauvreté depuis 1984 et d'apprécier les effets de la crise, des programmes d'ajustement structurel et de la dévaluation du Fcfa sur le niveau et les conditions de vie des ménages. La deuxième ECAM réalisée en 2001 a permis d'actualiser le profil de pauvreté et d'élaborer les indicateurs de référence pour le suivi des progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté. Elle a par ailleurs alimenté le DSRP. La troisième est programmée pour le premier trimestre 2007. Les résultats contribueront à l'évaluation de la mise en œuvre du DSRP et de sa révision qui doit intervenir au deuxième semestre 2007.

2. OBJECTIFS DE L'ENQUETE

2.1 Objectif principal

L'objectif principal de l'enquête est de produire les indicateurs sur les conditions de vie des populations. Ces indicateurs devront permettre l'actualisation du profil de pauvreté, le suivi et l'évaluation de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (DSRP) et de la progression vers l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Ils permettront également d'évaluer les effets des programmes et politiques macro-économiques mis en œuvre au Cameroun au cours des cinq dernières années sur les conditions de vie des ménages.

2.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Etudier la pauvreté sous toutes ses formes aux niveaux national et régional : pauvreté monétaire, pauvreté en termes de conditions de vie des ménages, pauvreté de potentialités et pauvreté subjective. Etablir les corrélations entre ces différentes formes de pauvreté ;
- Etudier la dynamique de la pauvreté depuis 1996, notamment entre 2001 et 2006, en vue d'évaluer l'effet des politiques macro-économiques de ces dernières années sur les conditions de vie ;
- Evaluer la demande d'éducation et identifier ses principaux déterminants ;

- Apprécier le phénomène du travail des enfants de 5 à 17 ans révolus ;
- Produire les données de base pour l'amélioration des diverses statistiques officielles à mettre à la disposition du public

A titre expérimental, une recherche sera menée sur les revenus des ménages. En effet, les expériences internationales ont montré un décalage important entre la consommation des ménages et leurs revenus, tels que mesurés dans les enquêtes budget des ménages du type de celle de l'ECAM.

Dans le cas du Cameroun, l'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI) réalisée en 2005 a permis d'appréhender, outre la situation sur le marché du travail, les revenus d'activité et les transferts dont bénéficient les camerounais âgés de 10 ans et plus. Ces données sont disponibles au niveau individuel et au niveau des ménages.

Il est proposé d'enquêter lors de l'ECAM III un sous échantillon de ménages de l'EESI, pour lequel on disposerait à la fois de données détaillées sur la consommation, la situation d'activité et les revenus. Ces données permettraient :

- de mieux cerner le différentiel consommation -revenus ;
- d'identifier l'origine des éventuels écarts en vue d'améliorer la qualité des données sur les revenus dans les prochaines enquêtes de l'INS ;
- d'affiner l'étude de la pauvreté en utilisant les informations complémentaires sur la situation d'activité des camerounais ;
- de disposer d'éléments de dynamique par l'étude de l'évolution de la situation d'activité des camerounais.

3. RESULTATS ATTENDUS

En rapport avec les objectifs fixés, les principaux résultats attendus de l'ECAM III sont les suivants :

- Un profil de pauvreté décrivant les populations pauvres et faisant ressortir les différences de niveaux de vie en termes d'accès à l'éducation, à la santé, à la propriété, à l'eau potable, aux bonnes conditions d'habitat, aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, etc. et étudiant l'influence de l'activité économique, du niveau d'instruction, de la composition des ménages, etc. sur les conditions de vie ;
- Une étude sur la dynamique de la pauvreté entre 2001 et 2006 et l'influence des politiques macro-économiques, des réformes structurelles et des ressources intérimaires PPTE sur la pauvreté ;
- Un rapport détaillant l'ensemble des statistiques sur la demande d'éducation et ses déterminants ;
- Un rapport sur le phénomène du travail des enfants ;
- Un atlas ou tableau de bord sur les conditions de vie des ménages résumant les principaux indicateurs aux niveaux national et régional, par milieu de résidence et par sexe.

4. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

Pour assurer une bonne étude dynamique de la pauvreté entre 2001 et 2006, les caractéristiques méthodologiques de l'ECAM III doivent être les mêmes que celles de l'ECAM II. Des améliorations issues des leçons tirées des enquêtes antérieures seront introduites.

L'option est de réaliser l'ECAM3 normale sur 3 mois (Janvier – Mars 2007, sur 12 000 ménages), couplée à une enquête légère sur les revenus sur un an (Janvier – décembre 2007, sur 3000 ménages fixes, à raison d'un passage par trimestre. Dans ce cadre, il est envisagé la mise en place d'un échantillon maître ou d'un panel avec la nécessité d'une formation complémentaire sur cette technique pour un échange d'expériences avec les pays les plus avancés dans ce domaine.

Le couplage de l'ECAM3 avec une enquête légère emploi-revenus sur un an, vise à obtenir les coefficients saisonniers indispensables pour une meilleure comparabilité des résultats d'enquêtes réalisées à des moments différents de l'année (par exemple, entre EAM2 (Septembre-novembre) et ECAM3 (Janvier –mars) ou entre EESI (Mai-juillet) et ECAM3 (janvier – mars))

Quant à l'option de panel, elle vise à permettre une étude plus précise de l'évolution de la pauvreté et des conditions de vie des ménages, ainsi que suivre les trajectoires individuelles des mêmes ménages enquêtés dans le cadre de plusieurs opérations, et de distinguer la pauvreté transitoire de la pauvreté chronique.

4.1 Stratification

Comme à l'ECAM II, 12 régions d'enquête sont définies. Il s'agit des villes de Douala et de Yaoundé et des dix provinces administratives du pays, le Centre étant considéré sans Yaoundé et le Littoral sans Douala. Dans chaque région d'enquête, l'on définit trois strates : une strate urbaine constituée des grandes villes, une strate semi urbaine constituée des villes moyennes et une strate rurale constituée des villages. Les régions de Douala et de Yaoundé sont considérées entièrement urbaines. L'enquête considère donc à terme 32 strates dont 12 urbaines, 10 semi urbaines et 10 rurales.

4.2 Base de sondage

Actuellement, la base de sondage appropriée est la liste des zones de dénombrement (ZD) délimitées lors des travaux du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH). Les enquêtes récentes menées par l'INS (EDS-2004, EESI-2005, MICS-2006) ont déjà utilisé cette liste qui n'avait alors que des estimations de la taille de la population et du nombre de ménages faites pendant les travaux cartographiques du 3^{ième} RGPH. Il sera possible cette fois d'affiner l'échantillonnage en utilisant les résultats préliminaires du dénombrement effectif des ménages.

4.3 Taille de l'échantillon

Comme à l'ECAM II, l'échantillon de l'ECAM III est fixé à 12 000 ménages. Cette taille est obtenue en considérant une taille minimale de 300 ménages par strate (soit un minimum de 900 ménages par région d'enquête) et en tenant compte de 10% environ de non réponses totales. Cette taille de l'échantillon permet d'avoir les principaux indicateurs significatifs au niveau des 12 régions d'enquête avec une bonne précision.

4.4 Support de collecte

Le support principal de collecte des informations est un questionnaire qui s'articule autour de 13 modules correspondant aux domaines d'étude qui sont eux-mêmes fonction des objectifs retenus. Le tableau ci-après précise les objectifs de ces modules et des différents indicateurs et variables qui en sont attendus.

Tableau 1 : Structure du questionnaire de l'enquête ECAM III.

Modules	Objectifs	Principaux indicateurs/variables
1. Composition et caractéristiques du ménage	❖ listage des caractéristiques des membres du ménage	Statut de résidence, sexe, âge, lien avec le chef de ménage, état matrimonial, etc.
2. Santé	❖ état sanitaire ❖ soins de santé ❖ consultations de santé	Incidence et prévalence déclarées de quelques maladies, taux de fréquentation des centres de santé
3. Education (Module renforcé)	❖ scolarisation ❖ alphabétisation ❖ déperdition scolaire et ses causes ❖ fréquentation ❖ formation professionnelle	Taux de : scolarisation, analphabétisme, redoublement, déperdition, etc. Principaux déterminants de la demande d'éducation
4. Emploi ¹ (y compris le travail des enfants de 5 – 17 ans) et revenus d'activité	❖ emplois ❖ niveau de revenus d'activité ❖ chômage : causes et durée ❖ sous emploi	Structure des emplois, taux de : chômage, sous emploi et d'emplois informels ; rapport de dépendance, taux de pluri activité, travail dangereux ou à risque pour les enfants
5. Anthropométrie et couverture vaccinale	❖ vaccination ❖ état nutritionnel des enfants	Poids par âge, taille par âge et poids en relation avec taille, taux d'immunisation
6. Logement et équipement	❖ caractéristiques ❖ mode d'occupation ❖ avoirs en biens durables	Structure des ménages selon les caractéristiques du logement, la possession des équipements durables, etc.
7. Migration des ménages	❖ stabilité de résidence ❖ motifs des migrations (travail, etc.) ❖ migration de retour ❖ ajustement de la taille des ménages	Structure des ménages selon le degré de stabilité, les motifs des migrations, etc.
8. Accessibilité aux infrastructures de base	❖ degré d'accessibilité ❖ degré de satisfaction	Distance moyenne, temps moyen de trajet, structure population par raison de non-satisfaction
9. Perception de la pauvreté	❖ positionnement du ménage ❖ appréciation comparative des conditions de vie (temps, espace, etc.)	Structure des ménages selon leurs différentes perceptions de la pauvreté.
10. Patrimoine	❖ accès à la propriété (terrain, logement, etc.) ❖ accès au crédit ❖ capital social ❖ accès à la terre agricole	Structure des ménages selon l'accessibilité à la propriété, au crédit, etc.
11. Dépenses rétrospectives non alimentaires des ménages	❖ dépenses annuelles moyennes par poste (santé, éducation, etc.) ❖ loyers ❖ coefficients budgétaires	Dépenses totales du ménage, coefficients budgétaires des différents postes de dépenses
12. Dépenses quotidiennes des ménages	❖ consommation alimentaire ❖ consommation non alimentaire ❖ transferts de revenus ❖ autoconsommation	Seuil de pauvreté, incidence, profondeur, sévérité, contribution des groupes à la pauvreté et mesures d'inégalités, etc.
13. Volet prix	❖ valorisation de l'autoconsommation ❖ harmonisation des dépenses au niveau	Indices spatiaux des prix

¹ Il y aura un sous module sur le travail des enfants de 5 – 17 ans.

Modules	Objectifs	Principaux indicateurs/variables
	national	

5. PARTENAIRES DU PROJET

5.1 Bénéficiaires

Le bénéficiaire du projet est l'Etat du Cameroun. Les résultats de l'enquête et les bases de données seront mis à la disposition des utilisateurs nationaux et internationaux, prioritairement aux différents partenaires du projet.

5.2 Partenaires techniques

Bien que l'INS dispose d'importantes ressources humaines pour mener à bien cette opération, la contribution technique de certains partenaires qui ont déjà appuyé la réalisation d'autres opérations (ECAM II, EDS-III, EESI) sera sollicitée. Ceux déjà identifiés sont l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), la Banque Mondiale, le BIT, le groupement d'intérêt scientifique français DIAL.

En outre, l'opération pourra à tout moment requérir l'intervention de tout autre partenaire technique en fonction de son domaine d'expertise et des besoins exprimés.

5.3 Partenaires financiers

L'ECAM II avait bénéficié du partenariat financier de la Banque Mondiale, de l'Union Européenne et de l'Etat du Cameroun. Ces contributions étaient respectivement de 65,0 %, 18,4 % et 16,6 % de l'enveloppe totale de 1,1 milliard de FCFA.

Compte tenu de l'importance des ressources à mobiliser, L'ECAM III pourra bénéficier d'un partenariat financier plus élargi à d'autres bailleurs de fonds. Ceux déjà identifiés sont présentés dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2 : Partenaires financiers identifiés de l'enquête ECAM III

N°	Partenaires	Cadre	Etat d'engagement	Montant attendu (en milliers de FCFA)
1	Union Européenne (9 ^{ème} FED)	PAAGT : Programme d'appui pour l'amélioration de la gouvernance et la transparence dans la gestion des finances publiques. L'INS est éligible	Accord de principe	458 500 (700 000 Euros)
2	African Capacity Building Foundation (ACBF)	CASC: Programme de renforcement des capacités de contrôle et de transparence dans les administrations publiques L'INS est éligible	Accord de principe	50 000 (100 000 USD)
3	Banque Mondiale	Fonds IDA	Requête à formuler	A définir
4		Dons du Department of Labor, USA	Convention à	A définir

	BIT		négociier	
5	France	Subvention (Voir le SCAC)	Requête à formuler	A définir
6	Etat du Cameroun	Budget de l'Etat 2006 et 2007	A rechercher pour 2006 et à inscrire dans le budget 2007. Les ressources PPTE pourraient aussi être mobilisées	734 235 000 (²)
		TOTAL		1 242 735 000
NB	Le dispositif d'enquête légère nécessiterait des ressources additionnelles de l'ordre de 400 millions FCFA en plus du budget de l'enquête normale.			400 000

5.4 Budget prévisionnel

Sur la base des coûts de l'ECAM II et des ressources mobilisables, les grands postes du budget prévisionnel de l'ECAM III sont présentés dans le tableau 3. Le budget détaillé est présenté en annexe.

Tableau 3 : Budget prévisionnel de l'ECAM III.

RUBRIQUES	Montants (en milliers de FCFA)
1- Coordination	49 170
2- Documents techniques	73 720
3. Travaux préparatoires	138 950
4. Logistique	345 500
5. Collecte et exploitation	507 395
6. Analyse	85 000
8. Validation et publication	43 000
TOTAL	1 242 735

Il est à noter que par rapport au budget de l'ECAM2 réalisée à hauteur de 1 245 735 000 FCFA, le budget de l'ECAM3 connaît une augmentation due essentiellement à :

- l'inflation que connaît le Cameroun depuis 2001 d'environ 3% l'an ;
- l'amortissement des véhicules de terrain et des équipements informatiques acquis à l'ECAM2. En ce qui concerne les véhicules en particulier, ceux-ci ont eu à participer à toutes les opérations réalisées par l'INS depuis 2001, telles que l'ECAM2 (2001), CAVIE (2002), PETS1(2003), GPL(2004), PETS2(2004), Consultations participatives (2001-2003), EDSC3(2004), EESI phase1(2005), EESI phase2 (2005), ECV (2005), MICS (2006), ainsi que plusieurs autres activités ;
- une plus grande dispersion de l'échantillon pour une meilleure couverture du territoire national avec pour conséquence un plus grand nombre du personnel de terrain et une augmentation du coût de la logistique requis (carburant, frais de transport...) ;
- l'expérience des précédentes enquêtes a permis de tirer certaines leçons qui entre autres recommandent de disposer désormais de 02 superviseurs par région d'enquête, dont l'un sera chargé des aspects techniques et l'autre des aspects administratifs et financiers. Ce

² Au cas où l'IDA et la France ne participent pas au financement.

nouveau dispositif exige une augmentation dans les prises en charge et un appui en logistique (véhicule de terrain) ; une autre leçon à relever est la sous-estimation de certains postes de dépenses comme à l'ECAM2 (prise en charge des superviseurs, frais de déplacements du personnels de terrain, le volet prix, les ateliers de rédaction, la sensibilisation administrative et médiatique y compris les guides locaux. Par ailleurs, l'on a noté dans l'exécution du budget de l'ECAM2 l'omission de certaines dépenses importantes concernant certaines activités telles que la relecture des questionnaires avant la saisie, les contrôles de bureau, l'archivage des données, l'extrapolation des données, le calcul de la précision des résultats, les missions de préparation et de formation avec échange d'expériences.

Voir budget détaillé de l'ECAM III en annexe.

5.5 Contrôle, suivi et évaluation de l'opération

Pour la prise en compte des besoins des utilisateurs, une session du Conseil National de la Statistique élargie aux bailleurs de fonds sera organisée. Pour le suivi et l'évaluation de l'opération, des rapports d'étape seront préparés par l'INS et mis à la disposition de tous les partenaires du projet. De même, les justificatifs des différentes dépenses engagées seront tenus à jour et présentés selon les exigences et les procédures de chaque partenaire financier. En outre, chaque partenaire financier pourra à la fin du projet commander un audit externe de l'utilisation de ses fonds.

6. ACTIVITES ET CALENDRIER DE L'OPERATION

Compte tenu de l'expérience acquise depuis l'ECAM II, l'ensemble des activités techniques de l'ECAM III pourra être mené pendant 22 mois selon le calendrier ci-après :

Tableau 4 : Calendrier d'exécution des activités de l'ECAM III.

N°	Activités	Tâches	Période envisagée	Durée
1	Recherche des financements	- Rédaction d'un document de projet - Plaidoyer auprès des partenaires financiers identifiés	Mai et juin 2006	2 mois
2	Travaux préparatoires	- Préparation des questionnaires, manuels et nomenclatures - Echantillonnage - Enquête pilote - Traduction des documents - Sensibilisation - Reprographie des documents	Juillet et décembre 2006	6 mois
3	Collecte des informations	- Réalisation des interviews à travers tout le pays	Janvier à Mars 2007	3 mois
4	Exploitation informatique des données collectées	- Saisie des données - Apurement des données saisies	Janvier 2006 à Avril 2007	4 mois
5	Analyse 1	- Rédaction du profil de pauvreté	Mai à Juin 2007	2 mois
6	Analyse 2	- Rédaction des rapports thématiques	Juillet à Septembre 2007	3 mois
7	Publication et Dissémination	- Edition des rapports - Présentation officielle des rapports	Octobre à Novembre 2007	2 mois
		TOTAL		22 mois

ANNEXES :

- Annexe 1 sur les indicateurs ;
- Annexe 2 sur le budget détaillé.

Annexe 1 : Liste des indicateurs

Le Cameroun ayant souscrit aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans son Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et pour le besoin de suivi/évaluation, les indicateurs ci-après peuvent être actualisés à partir des enquêtes EDSC 2004, EESI 2005, MICS 2006 et ECAM 2006 à réaliser.

Certains indicateurs ne figurant pas sur cette liste peuvent aussi être calculés à partir de ces sources des données.

Objectifs et cibles	Indicateurs	Sources
Objectif 1: Éliminer la pauvreté extrême et la faim		
Cible 1: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour	Proportion de la population vivant de dessous du seuil de pauvreté	ECAM
Cible 2: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale	ECAM
Objectif 2: Assurer l'éducation primaire pour tous		
Cible 3: D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	Taux net de scolarisation dans le primaire	ECAM
	Proportion d'élèves commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire et achevant la cinquième	Carte scolaire
	Taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans	ECAM
Objectif 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes		
Cible 4: Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur	ECAM
	Taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans par rapport aux hommes	ECAM
	Pourcentage de femmes salariées dans le secteur non agricole	ECAM
	Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national	Relevés administratifs
Objectif 4: Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans		
Cible 5: Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	EDSC
	Taux de mortalité infantile	EDSC
	Proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole	EDSC/MIC3
Objectif 5: Améliorer la santé maternelle		
Cible 6: Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle	Taux de mortalité maternelle	EDSC
	Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	EDSC/MIC3
Objectif 6: Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies		
Cible 7: D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle	Taux de prévalence du VIH parmi les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans	EDSC
	Taux d'utilisation de la contraception	EDSC/MIC3
	Nombre d'enfants orphelins du sida	EDSC
Cible 8: D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres maladies, et avoir commencé à inverser la tendance actuelle	Taux de prévalence du paludisme et taux de mortalité lié à cette maladie	EDSC
	Proportion de la population vivant dans les zones à risque qui utilisent des moyens de protection et des traitements efficaces contre le paludisme	EDSC/MIC3
	Taux de prévalence de la tuberculose et taux de mortalité lié à cette maladie	EDSC
	Proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre de traitements de brève durée sous surveillance directe	EDSC
Objectif 7: Assurer un environnement durable		

<i>Objectifs et cibles</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Sources</i>
Cible 9 Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales	Proportion de la population utilisant des combustibles solides	ECAM/MICS
Cible 10 : Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre	Proportion de la population ayant accès à une source d'eau meilleure	ECAM/MICS
	Proportion de la population ayant accès à un meilleur système d'assainissement	ECAM/MICS
Objectif 8: Partenariat mondial pour le développement		
Cible 16 : En coopération avec les pays en développement, formuler et appliquer des stratégies qui permettent aux jeunes de trouver un travail décent et utile	Taux de chômage des 15 à 24 ans	ECAM/EESI
Cible 18 : En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous	Nombre de lignes téléphoniques et téléphones portables pour 100 habitants	ECAM
	Nombre de micro-ordinateurs pour 100 habitants et nombre d'internautes	ECAM

Annexe 2 : Budget détaillé de l'ECAM III (en milliers FCFA)

RUBRIQUE	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût total
1- COORDINATION ET ENCADREMENT DES TRAVAUX				49 170
1.1 Personnel de coordination				12 920
1.1.1 Directeur National	Homme/mois	17	150	2 550
1.1.2 Directeur Technique	Homme/mois	17	130	2 210
1.1.3 Directeurs Techniques adjoints	Homme/mois	34	100	3 400
1.1.4 Statisticien d'enquête	Homme/mois	17	90	1 530
1.1.5 Statisticien informaticien	Homme/mois	17	90	1 530
1.1.6 Gestionnaire Administratif et Financier	Homme/mois	17	100	1 700
1.2 Personnel d'appui (à recruter)				5 950
1.2.1 Secrétaire				1 530
a) Salaire	Homme/mois	17	70	1 190
b) Heures supplémentaires	Homme/mois	17	20	340
1.2.2 Chauffeurs	Homme/mois	34	70	2 380
1.2.3 Planton	Homme/mois	17	60	1 020
1.2.4 Gardien	Homme/mois	17	60	1 020
1.3 Mission d'encadrement				25 200
1.3.1 Encadrement National				21 000
1.3.1.1 Frais de mission				18 000
Directeur National	Homme/jour	40	100	4 000
Directeur Technique	Homme/jour	50	40	2 000
Autres cadres centraux (5)	Homme/jour	300	40	12 000
1.3.1.2 Frais de transport	Forfait			3 000
1.3.2 Encadrement provincial (10)				4 200
1.3.2.1 Indemnité de tournée	Homme/mois	30	90	2 700
1.3.2.2 Frais de transport	Homme/mois	30	50	1 500
1.4 Carburant	Véhicule/mois	34	150	5 100
2- DOCUMENTS TECHNIQUES				73 720
2.1 Production projets de documents (questionnaires, manuels d'enquêteurs et de contrôleur, de cartographe carnet de relevé, fiche de contrôle sur le terrain, fiche de suivi de kilométrage, plan d'analyse et de tabulation ...)	Forfait			1000
2.2 Traduction des documents	Forfait			2 000
2.3 Atelier validation documents				5 720
2.3.1 Multiplication des documents	Forfait			1 000
2.3.2 Location d'une salle de travail	Forfait			500
2.3.3 Frais de transport des participants	Participant	140	15	2 100
2.3.4 Pause café + Déjeuner	Participant	140	13	1 820
2.3.5 Carburant	Forfait			300

2.4 Reprographie				65 000
2.4.1 Questionnaire principal	Exemplaire	15 000	1,5	22 500
2.4.2 Carnet de relevés quotidiens des dépenses	Exemplaire	15 000	1,0	15 000
2.4.3 Carnet individuel de dépenses	Exemplaire	45 000	0,5	22 500
2.4.4 Autres documents et cartes des ZD	Forfait			5 000
3. TRAVAUX PREPARATOIRES				138 950
3.1 Formation				81 680
3.1.1 Formation des formateurs et encadreurs (50 pers/20j)				27 180
3.1.1.1 Perdiem (Participants hors Ydé)	Homme/jour	280	40	11 200
3.1.1.2 Transport (Participants hors Ydé)	Homme/voyage	14	70	980
3.1.1.3 Déplacements (Participants centraux)	Homme/jour	600	10	6 000
3.1.1.4 Perdiem formateurs	Homme/jour	100	25	2 500
3.1.1.5 Matériel et fourniture	Forfait			500
3.1.1.6 Pause café + eau minérale	Homme/jour	2 000	3	6 000
3.1.2 Formation des enquêteurs et contrôleurs (450)				54 500
3.1.2.1 Perdiem candidats	Homme/jour	6 750	4	27 000
3.1.2.2 Perdiem formateurs	Homme/jour	450	40	18 000
3.1.2.3 Cartes téléphoniques	Forfait			500
3.1.2.4 Logistique (location salle, chaises, tableau, etc)	Salle/jour	150	50	7 500
3.1.2.5 Matériel et fourniture	Forfait			1 500
3.2 Sensibilisation				30 070
3.2.1 Mission de sensibilisation	Homme/jour	150	40	6 000
3.2.2 Transport	Forfait			2 000
3.2.3 Appui aux autorités	Forfait			7 070
3.2.4 Appui aux médias et supports de sensibilisation (spots, banderoles, affiches, etc.)	Forfait			15 000
3.3 Enquête pilote				17 200
3.3.1 Superviseurs (5)	Homme/jour	100	40	4 000
3.3.2 Contrôleurs (10)	Homme/jour	200	25	5 000
3.3.3 Enquêteurs (20)	Homme/jour	400	10	4 000
3.3.4 Frais de transport	Forfait			500
3.3.5 Exploitation (6)	Homme/jour	60	30	1 800
3.3.6 Matériel et fourniture	Forfait			1 000
3.3.7 Carburant	Forfait			500
3.3.8 Cartes téléphoniques	Forfait			400
3.4 Cartographie				10 000
3.4.1 Acquisition de la base de sondage	Forfait			10 000
4. LOGISTIQUE				345 500
4.1 Matériel roulant				230 000
4.1.1 Véhicules 4x4, Pick-up pour supervision	nombre	6	30 000	180 000
4.1.2 Réparations, pièces de rechange et accessoires	Forfait			25 000
4.1.3 Assurance	Forfait			25 000

4.2 Equipement informatique				65 500
4.2.1 Poste de travail complet	nombre	10	2 500	25 000
4.2.2 Portable	nombre	5	2 500	12 500
4.2.3 Logiciels	Forfait			15 000
4.2.4 Imprimante	nombre	3	500	1 500
4.2.5 Disque dur externe	nombre	3	500	1 500
4.2.6 Consommables	Forfait			10 000
4.3 Matériel de terrain				30 000
4.3.1 Balances		300	60	15 000
4.3.2 Toises		300	10	3 000
4.3.3 Sacs, lampes - torches, parapluies, etc.	Forfait			12 000
4.4 Matériel et fourniture de bureau				15 000
4.4.1 Mobilier et meubles de rangement	Forfait			5 000
4.4.2 Matériels et fournitures (papier A3_A4, chemises, blocs-notes, etc.)	Forfait			10 000
4.5 Autres équipements				5 000
4.5.1 Photocopieur	nombre	1	5 000	5 000
5. COLLECTE ET EXPLOITATION				507 395
5.1 Dénombrement				57 250
5.1.1 Superviseurs (12)	Homme/jour	180	40	7 200
5.1.2 Superviseurs adjoints (12)	Homme/jour	180	25	4 500
5.1.3 Contrôleurs (75)	Homme/jour	1 125	8	9 000
5.1.4 Agents cartographes (300)	Homme/jour	4 500	8	33 750
5.1.5 Matériel et fourniture	Forfait			900
5.1.6 Cartes téléphoniques	Forfait			400
5.1.7 Carburant	Forfait			1 500
5.2 Collecte				396 285
5.2.1 Superviseurs de terrain (12)	Homme/jour	1 080	40	43 200
5.2.2 Superviseurs adjoints de terrain (12)	Homme/jour	1 080	25	27 000
5.2.3 Contrôleurs salaires+perdiems (75)	Homme/mois	225	230	51 750
5.2.4 Enquêteurs salaires+perdiems (300)	Homme/mois	900	220	198 000
5.2.5 Enquêteurs transports	Homme/mois	900	30	27 000
5.2.6 Chauffeurs salaires+perdiems (12)	Homme/mois	36	220	7 920
5.2.7 Primes aux personnels de terrain	Homme/mois	1 161	15	17 415
5.2.8 Guides locaux	Forfait			7 000
5.2.9 Carburant et lubrifiant	Forfait			15 000
5.2.10 Télécommunications	Forfait			2 000
5.3 Relevés de prix	Forfait			25 000
5.4 Exploitation				28 860
5.4.1 Superviseurs d'exploitation (2)	Homme/mois	8	100	800
5.4.2 Relecteurs (10)	Homme/mois	40	80	3 200
5.4.3 Contrôleurs de saisie (3)	Homme/mois	12	80	960
5.4.4 Agents de saisie (45)	Homme/mois	180	130	23 400
5.4.5 Matériels et fournitures	Forfait			500
6. ANALYSE (y compris analyse approfondie)				85 000

6.1 Ateliers de rédaction et de relecture des rapports	nombre	4	20 000	80 000
6.2 Matériel et fournitures	Forfait			2 000
6.3 Pause-café	Forfait			3 000
7. VALIDATION ET PUBLICATION DES RESULTATS				43 000
7.1 Séminaire de validation des résultats	Forfait			20 000
7.2 Impression des rapports	Forfait			15 000
7.3 Séminaire de présentation des résultats	Forfait			8 000
TOTAL GENERAL				1 242 735